

Les aides pour l'assurance-maladie vont augmenter

Subsides Face à la hausse des primes LAMal parmi les plus fortes du pays, le Canton a décidé de jouer les pompiers de service. La décision de l'Etat de renforcer les subsides fait grincer les dents à droite. **Page 17**

Le super-bus des TL s'attire les foudres de riverains

Ouest lausannois Les aménagements de la ligne qui doit relier Lutry à Crissier à l'horizon 2022 sont conséquents. Leur mise à l'enquête à Prilly, Renens et Crissier a suscité une quinzaine d'oppositions. **Page 18**



La nouvelle organisation touristique fustigée

Les Diablerets Un rapport de la Commission touristique du Conseil communal d'Ormont-Dessus épingle un «mariage forcé et déséquilibré» avec Villars, Gryon et Bex dans l'Association Porte des Alpes. **Page 19**

Vaud & régions

Vaud
Lausanne & région
Riviera-Chablais
Nord vaudois-Broye
La Côte

Conso

Bio contre local, la guerre du «manger mieux»

Pour choisir ses aliments, le type de culture importe plus que la provenance, selon un nouveau livre. Réactions

Sylvain Muller

«**D**ésolant», «on se fout de notre gueule», «à boycotter». La récente publication d'un sachet de patates bio d'origine égyptienne en vente dans un supermarché suisse a fait violemment réagir sur la page Facebook d'une habitante de Grandvaux: plus de 5800 partages, 800 commentaires, souvent virulents. Une surprise pour Graziella Kern. «Je ne cherchais pas à faire le buzz et je ne défends pas particulièrement la production bio. Mais là, j'ai été choquée par le fait qu'il s'agisse de patates, comme il en pousse sous nos fenêtres...»

L'exemple illustre parfaitement l'importance croissante accordée à la proximité par les consommateurs. «Mais contrairement à ce que la majorité de gens croit, le choix ne doit pas se faire entre local et étranger, s'alarme Lucien Willemin. Il doit se faire entre conventionnel et bio.» Ce conférencier neuchâtelois, ancien agent immobilier reconverti dans la défense de l'environnement, rappelle que l'agriculture standard dissipe dans la nature «de véritables cocktails de produits chimiques qui sont des bombes à retardement». Et de citer une étude commandée par l'Office fédéral de l'environnement ayant révélé ce printemps la présence de 128 substances chimiques de synthèse issues de l'agriculture dans les cours d'eau suisses.

«Malgré toutes les belles intentions et les efforts déjà fournis, l'agriculture conventionnelle empoisonne encore le vivant, même en Suisse», assène-t-il. Pour lui, il faut donc privilégier les produits bio, même au détriment de produits locaux conventionnels. Ce thème est le cœur de son troisième livre, qui vient de sortir de presse.*

Les engrais voyagent aussi

«On a tendance à ne voir que le transport du produit fini. Mais on oublie qu'un légume local, issu de l'agriculture conventionnelle, a nécessité de nombreux transports: ceux de tous les engrais et pesticides de synthèse. De plus, la fabrication et l'utilisation de cette chimie sont gourmandes en énergie et polluent l'eau, l'air et le sol», justifie Lucien Willemin.

Collaboratrice scientifique à la Haute Ecole zurichoise pour les sciences appli-

«Malgré les efforts déjà fournis, l'agriculture conventionnelle empoisonne encore le vivant»



Lucien Willemin

Conférencier et auteur de «Tu parles Charles! Manger local, c'est loin d'être l'idéal»

quées (ZHAW) et auteur d'une thèse de doctorat sur les chaînes de production alimentaires globales et locales, Emilia Schmitt observe aussi cette «erreur» des consommateurs: «Le facteur local prend de plus en plus d'importance dans les décisions d'achat. Mais il ne garantit pas, en soi, un mode de production favorable à la santé et à l'environnement.»

La scientifique n'en nuance pas moins les affirmations de Lucien Willemin. «Il est difficile de faire des généralités, car les facteurs intervenants dans les calculs sont très nombreux. En matière de gaz à effet de serre, un transport par avion inverse complètement la différence de l'empreinte de deux produits.» Tout comme, par exemple, le gaspillage s'invitant dans certaines chaînes de production, rappelle-t-elle.

Contrôles incertains

Pour Emilia Schmitt, le facteur le plus important en matière d'impact sur l'environnement est d'abord le choix du contenu de son assiette: choisir ou non de manger de la viande, privilégier les pommes plutôt que les ananas, etc. Le mode de production - bio ou conventionnel - vient ensuite. L'emplacement des cultures est le troisième et dernier facteur. «Mais il faut aussi tenir compte de la saisonnalité. Des cultures bio sous serres chauffées auront évidemment un impact supérieur en matière de dégagement de CO₂ à celui de cultures se développant au grand air.»

Directeur de l'Association vaudoise de promotion des métiers de la terre Promé-terre, Luc Thomas défend l'agriculture conventionnelle suisse pour deux autres raisons: «Des études ont prouvé que sur le plan de la santé humaine, les produits de l'agriculture PER (ndlr: prestations écologi-



Bio et local

La production bio et locale, comme ici les produits de Sandrine Liaudat et Jean-Pierre Henny vendus lors du récent 1er Marché du terroir de Boussens, est la plus favorable à l'environnement.

VANESSA CARDOSO

ques requises, soit les critères fédéraux qui donnent droit à certaines subventions) sont quasi équivalents à ceux de l'agriculture bio. Et puis, surtout, si on sait comment sont menés les contrôles de labels et techniques de production ici, on ne sait pas souvent comment ils sont faits à l'étranger.» Il rappelle ainsi que dans certains pays européens, il est autorisé de vendre sous label bio des produits ayant poussé dans des champs cultivés de manière bio une année sur deux seulement.

Le directeur de Promé-terre soulève aussi une réalité économique: «Il est probable qu'une partie des consommateurs ne soit pas prête à payer un surcoût pour des produits bio. Or, si tous les producteurs du pays se tournaient vers ce mode de culture, il faudrait quand même continuer à importer des produits issus de l'agriculture conventionnelle, mais aussi exporter une partie de notre production bio. Cela ferait baisser les prix et rendrait donc ce type d'agriculture moins

attractif pour nos producteurs.»

Ne reste donc qu'une certitude: l'idéal pour tout le monde - planète comprise - est la production locale, bio et de saison, achetée de surcroît à un prix permettant aux agriculteurs d'en vivre correctement. Plus que jamais, le pouvoir est entre les mains des consommateurs.

Tu parles Charles! Manger local, c'est loin d'être l'idéal Ed. G d'Encre, 76 pages <https://lucien.lu>

Inscrire «carottes chimiques» sur les paquets?

● Pour faire évoluer à la fois les habitudes des consommateurs et les modes de culture en Suisse, Lucien Willemin propose deux pistes. La première, très symbolique, serait de modifier les dénominations en magasin. «Pourquoi donne-t-on une appellation bio au produit naturel, alors que le produit dénaturé par la chimie s'appelle juste «carotte»? «Carottes chimiques» serait plus juste.» Le conférencier propose donc d'inverser ce qui est pour lui «une ineptie».

La proposition fait sourire Barbara Pfenniger, responsable Alimentation de la Fédération romande des consomma-

teurs (FRC). «Pourquoi pas? Mais notre demande est surtout que tous les modes de production, quels qu'ils soient, figurent clairement sur les étiquettes.» Pour la FRC, le meilleur moyen pour les consommateurs de s'informer est de s'approvisionner directement chez les producteurs et de leur poser un maximum de questions. «Ce qui est aussi une manière d'inciter les producteurs à évoluer dans une direction correspondant aux attentes des consommateurs.»

L'autre proposition de Lucien Willemin, politique celle-ci, est de diminuer la prime de base des paie-

ments directs pour l'agriculture utilisant de la chimie de synthèse et d'augmenter celle pour l'agriculture biologique et biodynamique. Mais aussi de réduire le budget consacré à la recherche en phytosanitaire et augmenter d'autant celui alloué à la recherche «post-chimie» pour une agriculture nationale sans pesticides de synthèse. Une demande exagérée, pour le directeur de Promé-terre, Luc Thomas: «Il existe déjà en Suisse une incitation forte à l'agriculture bio. Le soutien public est même plus marqué pour ce type de culture que pour l'agriculture conventionnelle.»